

# L'île, futur "laboratoire" de l'économie circulaire ?

Des élus de la collectivité territoriale ont reçu, hier, au musée de Bastia, le directeur général de l'environnement de la Commission européenne pour un séminaire. Objectif : obtenir l'appui de l'Europe sur le dossier des déchets

On va finir par croire que la majorité territoriale compte bien plus sur l'Europe que sur l'État pour avancer sur les dossiers de la Corse. Au regard de la visite ministérielle du début de semaine, au bilan somme toute mi-figue mi-raisin, d'aucuns pourraient se dire qu'il ne peut être que bénéfique d'aller frapper à d'autres portes...

Hier, au musée de Bastia, des représentants de la Commission européenne ont participé à une réunion de travail portant sur l'économie circulaire avec des élus de l'Assemblée de Corse, sous la présidence du patron de l'Exécutif, Gilles Simeoni.

Objectif : présenter les mesures d'économie circulaire adoptées par la Commission européenne et qui pourraient profiter à l'île. Un concept à la croisée des enjeux environnementaux et économiques, visant à produire tout en limitant le gaspillage et la consommation des matières premières, de l'eau et des sources d'énergie.

Le but est de recycler et réemployer les matériaux, les énergies et les déchets. Un dernier

point qui intéresse les élus en priorité, au regard de la crise qui secoue l'île. Pour en parler, le directeur général de l'environnement de la Commission européenne, Daniel Calleja Crespo, a répondu à l'invitation de la Collectivité territoriale de Corse (CTC) pour voir s'il était possible, entre la Corse et l'Europe, de marier les objectifs dans ce domaine.

Avec, selon lui, trois perspectives à la clé : permettre au territoire d'innover, créer des emplois et de meilleures conditions de vie à travers une démarche écologique visant à réduire les émissions.

## "L'Europe est prête à considérer les projets de la CTC"

"Notre philosophie consiste à valoriser les ressources et à minimiser les déchets", explique Daniel Calleja Crespo. *Nous voulons travailler notamment sur la conception des produits pour faciliter autant que possible le recyclage et lutter contre l'enfouissement, compte tenu de ses conséquences négatives au plan écologique.*



Gilles Simeoni, président du Conseil exécutif de Corse, et Daniel Calleja Crespo, directeur général de l'environnement de la Commission européenne.

/PHOTO RAPHAËL POLETTI

La Corse, qui pratique de longue date la politique du "tout enfouissement" pour ses déchets, en sait quelque chose. Raison

de plus, dicit Daniel Calleja Crespo, pour travailler la main dans la main avec son institution : "Compte tenu de l'insularité, la

Corse est un laboratoire idéal pour appliquer les mesures d'économie circulaire que nous favorisons". Daniel Calleja Crespo n'ignore pas qu'avec la situation de crise répétée des déchets, le chemin risque d'être long pour changer de modèle mais il préfère encore positiver. "Les différentes expériences que nous avons réalisées montrent que lorsque le niveau de départ, en matière de gestion des déchets notamment, n'est pas très élevé, la possibilité de l'augmenter peut être énorme et rapide."

Une aubaine, pour Agnès Simonpietri, présidente de l'office de l'environnement de la Corse, qui considère d'ailleurs que le "plan déchets" approuvé le 27 mai par l'Assemblée de Corse va dans le

sens des objectifs de la Commission européenne. "L'Europe peut être, avant tout, un soutien moral pour mettre en œuvre notre feuille de route", assure-t-elle. Elle pourrait aussi devenir, le cas échéant, un soutien financier de poids : le plan Juncker, chiffré à 315 milliards d'euros, visant à renforcer l'investissement en Europe fait la part belle à l'innovation liée à l'économie circulaire. "Des fonds européens sont ouverts et il faut qu'ils soient mobilisés", indique Daniel Calleja Crespo. "Naturellement, l'Europe est prête à considérer les projets et les plans de la CTC."

## La CTC ne met-elle pas la charrue avant les bœufs ?

Pour autant, compte tenu de l'urgence de la crise qui se profile et de l'appui de la Commission européenne qui ne pourra être effectif qu'à long terme, on pourrait se demander si dans cette histoire, la CTC ne met pas la charrue avant les bœufs.

"La collectivité territoriale n'a pas la compétence pour gérer les 60 000 tonnes pour lesquelles il faut trouver un exutoire, rappelle Agnès Simonpietri. Cela relève de l'Etat et du Syvadee, même si bien entendu c'est aussi de notre responsabilité morale et nous nous efforçons de trouver une solution. Mais il faut également anticiper, car si nous envoyons du papier pour être recyclé à l'autre bout de la France, il faut savoir si nous sommes en capacité de le traiter ici. C'est dans cette optique de création d'une véritable économie des déchets que nous espérons avoir l'aide de l'Europe."

En clair, pour mettre en place la solution d'après-demain sans avoir celle de demain.

Julian MATTEI

## Royal-Sarkozy, ils ne mènent pas le même combat

Chose promise, chose due. Après sa visite en Corse le 13 juin pour notamment évoquer, à Ajaccio, le dossier des déchets, Ségolène Royal avait dit qu'elle reviendrait pour une piqûre de rappel.

Et, cette fois, son programme arrive beaucoup plus tôt que d'ordinaire sur les bureaux des rédactions. Même s'il n'est pas encore déroulé dans le détail.

Serait-ce parce qu'elle a face à elle son ancien rival à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, qui s'appête aussi à rejoindre l'île à grandes enjambées ? En tout cas, les deux stars de la politique n'entendent apparemment pas se laisser voler la vedette l'une par

l'autre. Concernant la ministre de l'Environnement, de l'air et de la mer, elle s'ancrera dans l'île du vendredi 15 au dimanche 17 juillet.

À son menu insulaire, qui devrait *a priori*, se cantonner à la Haute-Corse : la création du Parc naturel marin du Cap Corse ; l'inauguration du rail maritime du canal de Corse ; un point sur l'avancement de la gestion des déchets en Corse ; la signature d'une convention "territoire zéro déchet, zéro gaspillage", la signature d'une convention avec la collectivité territoriale de Corse relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les lycées et collèges. Enfin, la mi-

nistre présentera le plan de réhabilitation, de gestion et de valorisation du site classé Conca d'Oru.

Quant à Nicolas Sarkozy, il dédicacera, mercredi 13 juillet, à partir de 17 h 30, à la librairie La Marge à Ajaccio, son livre "La France pour la vie".

L'ex-président y dresse le bilan de son quinquennat, évoque ses réussites et ses erreurs, sa période de retrait de la politique et formule quelques propositions pour permettre à la France d'affronter les défis de demain.

Ségolène et Nicolas ne se croiseront donc pas. Lui la précédera. Il a l'habitude.

A.-C.C.